

Bruxelles, le 14 septembre 2010

A: M Mario SEPI
Président
Comité économique et social européen
Rue Belliard 99
1040 – BRUXELLES

Monsieur le Président,

Votre courrier du 9 juin m'est bien parvenu et je vous en remercie.

Je me félicite que la stratégie Europe 2020 ait été approuvée par les chefs d'État et de gouvernements lors du Conseil européen de juin, y compris les objectifs d'éducation et de lutte contre la pauvreté au niveau européen. Nous devons désormais œuvrer tous ensemble à sa mise en œuvre.

Comme vous le soulignez dans votre lettre, nous sommes effectivement dans un contexte économique difficile où les contraintes budgétaires pèsent fortement sur les États membres. Le potentiel de croissance de l'Union européenne a été fortement affecté par la crise économique. La vision holistique contenue dans la stratégie Europe 2020 est essentielle: il nous faut à la fois veiller à la consolidation budgétaire tout en continuant la mise en œuvre des réformes structurelles. Il est nécessaire de continuer à investir de façon sans doute plus sélective dans les domaines et les mesures qui nous permettent d'obtenir les plus grands gains de compétitivité et de renforcer l'équité et la cohésion sociale.

Comme je l'ai indiqué dans mon discours à Florence, les partenaires sociaux réunis au sein du Comité économique et social ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre concrète des réformes structurelles à mener dans le cadre d'Europe 2020. Je soutiens donc tout particulièrement votre souhait de jouer un rôle de partenaire de la Commission dans la mise en œuvre de la stratégie. En effet, pour réussir, nous devons pouvoir compter sur une convergence de vues et sur l'appui actif des partenaires sociaux au niveau européen et dans les États membres. Les réformes structurelles que les États membres doivent mettre en place ne seront pas toujours faciles, mais elles seront néanmoins nécessaires au maintien de notre modèle socio-économique.

Cependant, ce ne peut être la stratégie des seules institutions européennes. Sa mise en œuvre passe par une appropriation solide dans tous nos États membres. Les comités économiques et sociaux nationaux ont aussi un rôle clé à jouer et je compte sur vous pour mobiliser ce réseau à bon escient. La prochaine étape où les partenaires sociaux nationaux auront l'occasion d'apporter leur contribution sera la préparation par les États membres de leurs projets de programmes nationaux de réformes, qu'ils devront soumettre à la Commission le 12 novembre, le projet final étant dû à la mi-avril 2011, comme indiqué dans le document de guidance de Mme Day aux États membres (ci-joint en annexe).

J'encourage ainsi le CESE à mobiliser ses réseaux nationaux afin qu'ils coopèrent activement avec leurs gouvernements respectifs à la préparation de ce document clé et qu'ils s'engagent par la suite dans le suivi de la mise en œuvre des réformes et l'accomplissement des objectifs chiffrés nationaux. La réunion du 17 septembre coorganisée par le CESE et la Présidence belge - à laquelle je suis désolé de ne pas pouvoir participer - sera justement l'occasion d'impliquer les CES nationaux. Enfin, je vous remercie pour le travail déjà accompli par l'observatoire pour la Stratégie de Lisbonne et je soutiens votre volonté de continuer et d'approfondir ce travail en intégrant la problématique de la Stratégie Europe 2020 de manière encore plus horizontale dans les travaux du CESE.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

José Manuel BARROSO

Anexe: Governance, tools and policy cycle of Europe 2020

TRANSLATION

Brussels, 14 September 2010

TO: Mr Mario Sepi
President
European Economic and Social Committee
Rue Belliard 99
1040 Brussels

Dear Mr President,

I have received your letter dated 9 June.

I am very pleased that the Europe 2020 strategy was approved by the Heads of State and Government at the European Council in June, including the targets for education and combating poverty at European level. We must now all work together to implement this strategy.

As you emphasise in your letter, we are indeed in a difficult economic situation, with budgetary constraints weighing heavily on the Member States. The European Union's growth potential has been severely undermined by the economic crisis. The holistic vision set out in the Europe 2020 strategy is crucial: we must secure budgetary consolidation while pursuing structural reforms. We need to continue to invest, no doubt more selectively, in the fields and measures which will accord us the greatest gains in competitiveness and reinforce equity and social cohesion.

As I said in my statement in Florence, the social partners within the European Economic and Social Committee have a key role to play in the practical implementation of the structural reforms to be carried out in the context of the Europe 2020 strategy. I am therefore particularly keen to support your wish to act as the Commission's partner in implementing this strategy. If we are to be successful, we need to be able to rely on a consensus and on the active support of the social partners at European level and in the Member States. The structural reforms that the Member States must carry out will not always be easy, but they will be necessary for the survival of our social and economic model. However, the strategy cannot belong solely to the European institutions; its implementation is dependent on the firm commitment of all the Member States. The national economic and social councils also have a key role and I depend on you to mobilise this network to good effect.

The next stage when the national social partners will have the opportunity to contribute will be when the Member States prepare their draft national reform programmes for submission to the Commission on 12 November, with the final draft due by mid April 2011, as stated in Ms Day's guidelines to the Member States (appended).

I therefore encourage the EESC to mobilise its national networks so that they cooperate actively with their respective governments in preparing this key document and subsequently in implementing the reforms and achieving the national targets. The meeting on 17 September organised jointly by the EESC and the Belgian presidency – which I will unfortunately be unable to attend – will certainly be the opportunity to involve the national ESCs. Finally, I wish to thank you for the work performed by the Lisbon Strategy Observatory and I support your decision to pursue this work by integrating the Europe 2020 Strategy still more thoroughly into the work of the EESC.

Yours faithfully,
José Manuel Barroso